

**Faculté des sciences économiques,
sociales, politiques et de communication**

La violence du public envers les journalistes : écouter, comprendre et protéger

**Théorie, état de la situation, réflexion – Série
d'articles**

Auteur : Laurick Ayoub
Promoteur : Gérard Derèze
Lecteur(s) :
Année académique 2019-2020
Master en journalisme à finalité spécialisée : École de Journalisme de
Louvain

Remerciements

Ce mémoire est le fruit d'un travail de longue haleine et il serait injuste de ma part de ne pas remercier toutes les personnes qui m'ont aidées, de près ou de loin dans sa constitution.

Je voudrais d'abord remercier mon promoteur, Gérard Derèze, pour son suivi attentif pendant ces deux ans. Pour ses conseils toujours avisés ainsi que ses pistes de réflexion. Il m'a aidé à définir un axe précis pour un sujet dans lequel je me perdais parfois. Je le remercie aussi pour ces débriefings à chaque étape du mémoire ainsi que pour les coordonnées fournies pour les intervenants.

Je remercie également ma maman, mon beau-père, mon frère, Robin Gille, Rémy Nakhla, Géraldine Miesse et Baptiste Marreda pour leurs relectures avisées.

Je remercie de la même manière Manon Van der Noot, Lucas Hodeige ainsi qu'Antoine Ménard pour leur soutien moral important.

Table des matières

<i>Introduction</i>	1
1 <i>Plan de l'apostille</i>	3
1.1 La violence du public envers les journalistes	3
2 <i>Cadre général et théorie sur le sujet de recherche</i>	4
2.1 Qui sont les journalistes ?	4
2.2 Qui est le public ?	5
2.3 La liberté de la presse	5
2.3.1 En Belgique	5
2.3.2 En Europe	8
2.4 Quelles sont les causes de la violence ?	11
2.4.1 Confiance dans les médias : chiffres et sondages	14
2.4.2 Responsabilité et introspection du journaliste	21
2.4.3 Les femmes journalistes en première ligne	26
2.4.4 Réseaux sociaux et Fake News	26
2.5 Quelles solutions pour les médias ?	28
3 <i>Projet et choix éditoriaux</i>	33
3.1 Liste des intervenants	33
3.1.1 Partie témoignage	33
3.1.2 Partie contexte	33
3.1.3 Partie protection	34
3.2 Projet éditorial	34
3.2.1 Ordre des articles	35
3.2.2 Illustrations	41
3.3 Méthodologie	42
4 <i>Réflexion personnelle</i>	43
5 <i>Ouverture et pistes sur le sujet</i>	46
6 <i>Bibliographie</i>	47

Introduction

J'ai décidé de réaliser un mémoire-projet. Avant toute chose, il apparaît nécessaire d'expliquer pourquoi je me suis orienté vers ce thème de recherche : la violence du public envers les journalistes.

J'ai choisi de m'intéresser, à l'aube de mes recherches, au rejet des élites et plus particulièrement au rejet des journalistes. Ce rejet se manifeste, entre autres, par la violence, j'y reviendrai par la suite. Très vite, je me suis focalisé sur les violences dont sont victimes les journalistes. C'est un sujet voire un débat de société et un thème qui me parle, étant étudiant en journalisme et pigiste depuis 3 ans. Il existe plusieurs types de violence que j'avais retenues dans un premier temps. Par exemple, les violences de la sphère politique envers les journalistes, les violences de journalistes à journalistes et les violences du public vers le journaliste.

Pour réaliser ce mémoire-projet, c'est sur cette dernière violence, du public vers le journaliste, que je me suis centré. J'ai d'emblée exclu les violences institutionnelles, économiques ou policières car je pense d'une part que la violence du public est la plus interpellante car elle soulève plusieurs questions, débats et enjeux majeurs pour l'avenir de la profession de journaliste. D'autre part, je pense que prendre en compte toutes les formes de violence semble irréalisable dans le cadre d'un mémoire. Je considère cette question de recherche plus adaptée à une étude de plus grande envergure s'étalant sur plusieurs années. De plus, je pense que ce sujet précis n'a pas encore été analysé en Belgique francophone.

J'ai eu l'ambition de comprendre et de mettre en lumière ces violences du public, sources de pressions sur les journalistes et de répondre à plusieurs questions.

Comment cette violence s'exerce quotidiennement sur les journalistes ? Comment se passe un cas d'agression en direct ? Comment réagit-on après une agression, verbale, physique ou sur les réseaux sociaux ? Quel est

l'impact de cette violence sur la personne qu'est le journaliste, sur son travail et sur son traitement de l'information ?

Je développerai d'autres questions au fur et à mesure des différentes parties de cette apostille.

1 Plan de l’apostille

1.1 La violence du public envers les journalistes

Cette apostille sert à comprendre le projet de mon mémoire, à savoir les articles publiés pour le journal Le Soir.

Elle sera déclinée en 3 parties. D’abord, une partie pour éclairer, sourcer, démontrer une certaine expertise acquise dans le sujet principal de mon mémoire.

Ensuite, une partie où j’expliquerai mes choix éditoriaux, la pertinence des intervenants ainsi que la manière dont j’ai agencé et travaillé ces interviews pour le traduire dans un format journalistique accessible si pas à tous, au plus grand nombre possible avec un sujet, de base, plus destiné à un mémoire classique.

La dernière partie sera consacrée à une réflexion personnelle et sur ce thème de la violence envers les journalistes dans le champ journalistique actuel, complémentaire au billet d’humeur, présent dans mes publications d’articles.

2 Cadre général et théorie sur le sujet de recherche

2.1 Qui sont les journalistes ?

Pour bien comprendre sur quoi porte mon mémoire, il est important de définir les différents acteurs le composant.

D'après l'étude du Centre d'Etudes de l'Opinion de l'Université de Liège et de l'Association des Journalistes Francophones (AJP) en 2013, appelée : « *La diversité au sein de la profession de journaliste – Etude portant sur l'égalité de la diversité au sein des effectifs journalistiques en Fédération Wallonie-Bruxelles* », il est possible de dresser le portrait du journaliste en Belgique francophone.

C'est un homme de 45 ans¹. Il est Belge, comme ses parents, et sa langue maternelle est le français². Il a fait des études supérieures et n'a pas de conviction religieuse particulière³. La profession reste majoritairement masculine, les femmes ne représentent que 32% de l'effectif journalistique⁴. La profession se féminise mais très lentement en 2013⁵. Il ressort également de l'étude que le journaliste type vote à gauche, de préférence Ecolo, à 46% pour les journalistes interrogés⁶. Le MR est à 21%, le PS à 15%, le CDH à 8% et le PTB à 8%⁷.

6% des journalistes sont étrangers et 68% ont fait des études universitaires⁸. Le journalisme est d'ailleurs une forme d'ascension sociale pour un quart des membres qui disent provenir d'un milieu social pauvre ou modeste⁹.

Au niveau du salaire, d'après une étude menée en 2018 par l'UGent, l'ULB et l'UMons et soutenue par l'AJP et la VVJ, un journaliste en CDI gagne en

¹ Rédaction RTBF, « Qui sont les journalistes en Belgique francophone », Copie internet de la RTBF, publié le mercredi 24 avril 2013, https://www.rtb.be/info/dossier/chroniques/detail_qui-sont-les-journalistes-en-belgique-francophone-alain-gerlache?id=7979921

² Idem.

³ Idem.

⁴

« La diversité au sein de la profession de journaliste », Fédération Wallonie-Bruxelles, diversité au sein des effectifs journalistiques en Fédération Wallonie-Bruxelles, publiée le 23 avril 2013, http://www.ajp.be/telechargements/diversite/brochurediversite2013_web.pdf

⁵ Idem.

⁶ Idem.

⁷ Idem.

⁸ Idem.

⁹ Idem.

moyenne 2341€ net par mois, pour 43h de travail par semaine¹⁰. La part de journalistes indépendants représente 25,4% du panel de journalistes interrogés¹¹. Une augmentation par rapport à 2013, lié à la précarisation de la profession¹².

2.2 Qui est le public ?

Voici la définition du public selon le dictionnaire Larousse : Ensemble de la population, des usagers d'un service¹³.

- En public
- Être bon public
- Le grand public

Par public, j'entends une définition plus large que celle du Larousse. Ici, il faut comprendre le mot public comme le consommateur de l'information, peu importe le moyen de diffusion de l'information ; presse écrite, audiovisuel ou web.

Cependant, je tiens à faire une mise en garde sur le fait que l'on ignore si les auteurs de violences sont effectivement des consommateurs de médias à chaque agression de journaliste.

2.3 La liberté de la presse

2.3.1 En Belgique

La Belgique gagne globalement des places depuis 2013 au Classement Mondial de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières. Elle y occupe une place honorable, 12^{ème} sur 180 pays.

¹⁰ Le Vif, « », site Internet du Vif, le 5 avril 2019, https://www.levif.be/actualite/belgique/en-belgique-un-journaliste-gagne-2-341-euros-net-par-mois/article-news-1117781.html?cookie_check=1595787796

¹¹ Idem.

¹² Idem.

¹³ Dictionnaire Larousse en ligne, Larousse.fr, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/public/64954>

Classement depuis 2013



Année	Classement		Année	Classement	
2019	9 / 180	↓	2015	15 / 180	↑
2018	7 / 180	↑	2014	23 / 180	↓
2017	9 / 180	↑	2013	21 / 180	=
2016	13 / 180	↑			

FERMER LA FENÊTRE

14

Néanmoins, depuis 2018, la Belgique recule au classement¹⁵. Il existe plusieurs raisons à cela. La mise en place d'une circulaire visant à « *mieux organiser la communication entre la justice et les médias belges* »¹⁶. Un texte permettant à un magistrat de contrôler un reportage avant sa diffusion et de décider ce que le public belge verra ou pas¹⁷. Une mesure pourtant contraire à la Constitution qui indique que « *la presse est libre* » et que « *la censure ne pourra jamais être établie* »¹⁸. Autre facteur, l'arrestation d'une équipe de la RTBF par la police lors d'un reportage sur un camp de migrants en 2018¹⁹. Mais également le licenciement d'1/5 du personnel d'RTL en 2 ans²⁰.

¹⁴ Reporters Sans Frontières, « Classement Mondial de la liberté de la presse 2019 », Internet de RSF, <https://rsf.org/fr/belgique>

¹⁵ Idem.

¹⁶ Idem.

¹⁷ Idem.

¹⁸ Idem.

¹⁹ Idem.

²⁰ Idem.

En recul

La situation des journalistes et celle de la liberté de la presse se détériorent en Belgique - le pays marque d'ailleurs un net recul dans le Classement. La mise en place d'une circulaire récente visant à mieux organiser la communication entre la justice et les médias belges a fait bondir la profession. Le texte permettra à un magistrat de contrôler un reportage avant sa diffusion et de décider ce que le public belge verra ou pas. Une mesure en contradiction directe avec la Constitution, qui précise que « *la presse est libre* » et que « *la censure ne pourra jamais être établie* ». Une restriction à la liberté d'informer d'autant plus mal accueillie qu'elle survient après l'arrestation arbitraire momentanée par la police de journalistes de la RTBF en juin 2018, dans le cadre d'un reportage sur un camp de migrants. Par ailleurs, les journalistes ont

Photo: AFP/Anadolu Agency/Contrasto - Contrasto

9

au Classement mondial de la liberté de la presse 2019

CLASSEMENT

↓ -2
7 en 2018

SCORE GLOBAL

↑ -1,09
13,16 en 2018

① Classement depuis 2013

CONTACTS

f RSF

🐦 RSF_Europe

21

En 2020, la Belgique perd 3 places²². Jusqu'à sortir du top 10 du classement. Là aussi, plusieurs raisons à ce recul, expliquées sur le site de Reporters Sans Frontières.

Pour la première fois, des journalistes de la télévision néerlandophone VRT en Flandre ont défilé pour protester contre le manque de moyens et les coupes budgétaires décidées par le gouvernement flamand²³. En Wallonie, le licenciement abusif de journalistes du quotidien L'Avenir qui s'intéressaient de trop près à un scandale financier impliquant la holding Nethys (propriétaire du journal) a provoqué un tollé d'autant plus grand que dans la foulée, une liste noire de journalistes considérés par la direction comme "indésirables" a fuité²⁴.

L'ex-ministre des Affaires étrangères belge Didier Reynders, devenu entre-temps commissaire européen, avait proposé une loi à l'été 2019 dont un

²¹ Reporters Sans Frontières, « Classement Mondial de la liberté de la presse 2019 », Internet de RSF, <https://rsf.org/fr/belgique>

²² Idem.

²³ Idem.

²⁴ Idem.

article réprimait pénalement tout informateur divulguant une information classifiée²⁵. Le Conseil d'État belge a révoqué le texte au nom de la liberté d'information²⁶.

Toujours en recul

La situation des journalistes et celle de la liberté de la presse se détériorent en Belgique, qui marque un nouveau recul dans le Classement. Pour la première fois, on a vu les journalistes de la télévision néerlandophone VRT en Flandre défiler pour protester contre le manque de moyens et les coupes budgétaires décidées par le gouvernement flamand. En Wallonie, le licenciement abusif de journalistes du quotidien *L'Avenir* qui s'intéressaient de trop près à un scandale financier impliquant la holding Nethys (propriétaire du journal) a provoqué un tollé d'autant plus grand que dans la foulée, une liste noire de journalistes considérés par la direction comme "indésirables" a fuité. L'ex-ministre des Affaires étrangères belge **Didier Reynders**, devenu entre-temps commissaire européen, avait proposé une loi à l'été 2019 dont un article réprimait pénalement tout informateur divulguant une

Suivre les actualités : Belgique

SUIVRE



12

au Classement mondial de la liberté de la presse 2020

CLASSEMENT

↓ -3
9 en 2019

SCORE GLOBAL

↓ +0,50
12,07 en 2019

📅 Classement depuis 2013

CONTACTS

📘 RSF
🐦 RSF_Europe
🐦 RSF_inter

27

2.3.2 En Europe

Le contexte européen doit également être pris en considération pour contextualiser les violences faites aux journalistes par le public. Ce n'est pas un facteur déterminant mais les influences des mouvements sociaux, politiques, et autres ne s'arrêtent évidemment pas aux frontières.

La liberté de la presse recule en Europe, notamment sous la pression de pouvoirs en place de plus en plus autoritaires, rapporte La Libre Belgique, après ce classement annuel de RSF²⁸. Outre certaines menaces physiques, les journalistes européens sont soumis à de nombreuses formes d'intimidation et

²⁵ Reporters Sans Frontières, « Classement Mondial de la liberté de la presse » en 2020 site Internet de RSF, <https://rsf.org/fr/belgique>

²⁶ Idem.

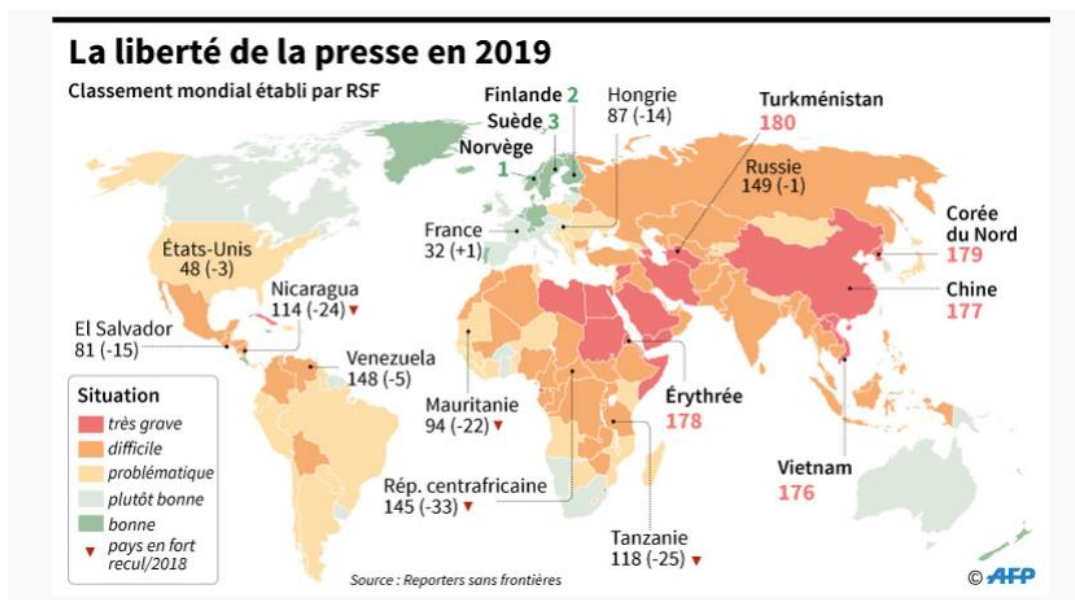
²⁷ Idem.

²⁸ La Libre Belgique, « La liberté de la presse recule en Europe, y compris en Belgique » site Internet de La Libre, publié le 18 avril 2019, <https://www.lalibre.be/culture/medias-tele/la-liberte-de-la-presse-recule-en-europe-y-compris-en-belgique-5cb808497b50a60294272d23>

de pression, et à un harcèlement judiciaire croissant²⁹. Les milieux mafieux restent « l'un des pires prédateurs de journalistes d'investigation »³⁰.

L'ONG s'inquiète par ailleurs de la « rhétorique anti-média » qui se libère un peu partout en Europe³¹. En France (32e), la haine des journalistes, légitimée par des personnalités politiques de premier plan, a débouché sur de nombreuses agressions lors des manifestations des Gilets Jaunes³². A cela se sont ajoutés les dizaines de cas de violences policières, principalement contre les photojournalistes, fustige RSF³³.

Le magazine Moustique a également analysé ce classement de Reporters Sans Frontières.



34

Enfin, les adversaires des médias recourent de plus en plus aux procédures « bâillon », soit des plaintes en diffamation visant plus à intimider et à faire

²⁹ La Libre Belgique, « La liberté de la presse recule en Europe, y compris en Belgique », Internet de La Libre, publié le 18 avril 2019, <https://www.lalibre.be/culture/medias-tele/la-liberte-de-la-presse-recule-en-europe-y-compris-en-belgique-5cb808497b50a60294272d23>

³⁰ Idem.

³¹ Idem.

³² Idem.

³³ Idem.

³⁴ Martin Monserez, « La liberté de la presse recule partout, même chez nous », Internet de Moustique, publié le 18 avril 2019, <https://www.moustique.be/23617/la-liberte-de-la-presse-recule-partout-meme-chez-nous>

taire les journalistes qu'à obtenir réparation, s'inquiète Reporters Sans Frontières, qui cite notamment les cas du groupe Vinci et de Vincent Bolloré³⁵. En Belgique, le fond de pension liégeois Ogeo Fund a déposé plainte et réclame 500.000 euros à trois journalistes qui ont révélé certaines de ses pratiques³⁶.

On voit donc que la Belgique se classe dans le haut du classement. Les violences sont économiques ou institutionnelles. La Belgique n'est pas un pays où les journalistes sont assassinés quotidiennement et elle ne perd pas de place en raison de violence du public adressée directement aux journalistes, sauf l'année 2018, où le mouvement des Gilets Jaunes s'est montré à plusieurs reprises plus qu'hostile envers les médias, notamment dans les manifestations.

Il me semble utile de faire le lien entre la liberté de la presse et cette violence, notamment du public. Car on peut poser l'hypothèse (certaines des personnes que j'ai interviewées l'ont fait) qu'une moindre liberté de la presse rend la violence envers les journalistes plus légitime aux yeux de certains. Ainsi, les Gilets Jaunes, par exemple, s'en prennent aux journalistes en les traitant de « pourris » ou de « vendus ».

³⁵ Martin Monserez, « La liberté de la presse recule partout, même chez nous », Internet de Moustique, publié le 18 avril 2019, <https://www.moustique.be/23617/la-liberte-de-la-presse-recule-partout-meme-chez-nous>

³⁶ Idem.

2.4 Quelles sont les causes de la violence ?

Il serait, je crois, bien prétentieux de ma part d'affirmer que j'ai réussi à établir une liste définitive de toutes les causes de la violence. Il pourrait en avoir autant qu'il y a d'individus. Mais voici une présentation des raisons qui semblent pour moi pertinentes pour expliquer ce climat de défiance envers les médias, menant à la violence.

Au fil de mes interviews, il est apparu que le mouvement des Gilets Jaunes était souvent cité par mes interlocuteurs, qui y voyaient l'une des causes importantes du « média-bashing » actuel.

Dans cet article du magazine Moustique, Nicolas Baygaert (que j'ai par ailleurs interviewé pour mon travail) identifie plusieurs raisons dans ce rejet des journalistes par les Gilets Jaunes, rejet traduit dans les faits par de la violence sous toutes ses formes. Il identifie d'abord un problème de représentativité³⁷. Les journalistes ne seraient pas représentatifs de la société, d'après les Gilets Jaunes³⁸. Des profils comme ceux présents au sein du mouvement des Gilets Jaunes ne seraient pas assez représentés dans les médias³⁹. Il évoque ensuite un divorce entre les producteurs d'information et une partie des français (analogie pouvant être faite avec la Belgique, d'ailleurs expliquée dans la partie contexte de mes articles), une sorte de « déconnexion entre le pays réel et l'info produite principalement à Paris »⁴⁰. Autre raison, la consommation de l'information sur les réseaux sociaux, l'idée que « la vraie info est sur les réseaux sociaux »⁴¹.

Nicolas Baygert, voit également une certaine responsabilité des médias. Pour compléter ses propos dans le magazine, voici un extrait de mon interview réalisée avec lui, qui ne se retrouve pas dans mon produit final, les articles.

³⁷ Noémie Jadouille, « Journalistes vs Gilets Jaunes, pourquoi tant de haine », site Internet de Moustique, publié le 14 janvier 2019, <https://www.moustique.be/22811/journalistes-vs-gilets-jaunes-pourquoi-tant-de-haine>

³⁸ Idem.

³⁹ Idem.

⁴⁰ Idem.

⁴¹ Idem.

« Il y a aussi bon nombre de personnalités qui n'ont plus besoin des médias pour s'adresser à leur audience, donc à leur public. On le voit avec Trump mais on pourrait citer Théo Francken en Belgique ou Jean-Luc Mélenchon en France. Ils n'ont plus forcément besoin de passer par les filtres d'informations classiques mais par les réseaux sociaux ou Youtube ou des médias de traitements d'informations totalement politisés, assumés. Ils proposent une alternative à la description du réel par les médias traditionnels. C'est un désinvestissement envers les journalistes, on leur dit « on a plus besoin de vous », on va plutôt court-circuiter les médias traditionnels pour en devenir nous-mêmes un. Donald Trump est un selfmédia par définition. C'est une émancipation des acteurs sociaux ou politiques par rapport aux médias.

Enfin, depuis une quinzaine d'années il y a l'apparition de toute une série de nouveaux médias, les pures players du style Slate ou le Huffington Post. De la gauchosphère ou de la droitosphère. Par exemple, le mouvement Altright aux Etats-Unis n'existe qu'en ligne. On a ça dans les mouvements radicaux, écologistes, anarchistes etc. C'est cette possibilité d'avoir accès à des plateformes de médias différents, avec une autre lecture que les prescripteurs d'information qui vient décrédibiliser les journalistes/éditorialistes. Et on voit bien l'effet que ça a dans les chiffres de vente des journaux. Les éditorialistes sont du coup remis en question. Finalement, sans vouloir mettre personne dans l'embarras, pourquoi accorder plus de crédit à un éditorialiste du Soir ou de La Libre qu'à quelqu'un qui a 30 000 followers et qui peut-être a une influence plus importante ?

Le commentaire continu de l'information en temps réel est fortement critiqué parce que le citoyen a l'impression d'être aussi bien équipé que le commentateur ou chroniqueur professionnel qui nous dit comment voir l'actualité. Je prends toujours l'exemple du guide du musée. Il nous demande si on veut l'audio ou le commentaire et beaucoup de personnes répondent « non, je ne veux pas qu'on me dise comment regarder une œuvre ou ressentir quelque chose ». Avec évidemment le même risque de ne pas avoir tous les détails ni le croisement des sources.

Je pense qu'il y a un problème de légitimité. On a tendance à croire dans le monde de l'édition ou des médias d'avoir toujours ce positionnement détaché, au-dessus, avec un argument d'autorité détaché sur le regard que l'on porterait sur l'autorité et tout ça est remis en cause, on a redescendu le journaliste de son piédestal.

Ce qu'on entend dans les mouvements sociaux, c'est le rappel à l'ordre des journalistes où le public lui dit « faites votre travail de journaliste », c'est-à-dire, montrez-nous la réalité de manière plus objective, plus documentée, sans filtrage ou commentaires. On remet en cause la soi-disant neutralité des médias ».

2.4.1 Confiance dans les médias : chiffres et sondages

La méfiance peut mener à la violence. Difficile de soutenir les médias lorsque l'on s'en méfie. Qu'en est-il exactement de la confiance accordée aux médias ?

Dans un sondage La Libre-RTBF avec Dedicated de 2017 (c'est-à-dire après le début de la crise des Gilets Jaunes), 22% des personnes interrogées considèrent que la presse prend assez de précautions pour vérifier l'exactitude de ses sources⁴². 22% des sondés (mais 17% seulement en Wallonie et 19% à Bruxelles) pensent que la presse ne se laisse pas influencer par ses propres intérêts ou ceux de ses amis⁴³. Ils sont 20% des participants à croire que les journalistes savent prendre du recul par rapport aux événements, 19% (mais seulement 16 en Wallonie) qu'ils respectent le code de déontologie et 18% (mais 14% en Wallonie) qu'ils font preuve d'objectivité⁴⁴.

Plus rassurant, même si l'on reste sous la barre des 50%⁴⁵: 45% des sondés (50 à Bruxelles) estiment que les journalistes devraient toujours bénéficier du respect du secret de leurs sources. Enfin, 34% (39% des Bruxellois) qu'ils devraient jouir d'une immunité les protégeant de recours intempestifs à leur rencontre⁴⁶.

La conclusion de ce sondage explique que le taux de confiance dans l'indépendance et la probité de la presse est assez faible⁴⁷.

Mais comment faire confiance dans ce que l'on ne comprend pas ?

⁴² J-C M., « sondage La Libre-RTBF », La Libre Belgique, site internet de La Libre, publié le 23 mars 2017, <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/la-presse-a-plutot-mauvaise-presse-d-apres-notre-sondage-la-libre-rtbf-58d9192fcd70eca2b627724e>

⁴³ Idem.

⁴⁴ Idem.

⁴⁵ Idem.

⁴⁶ Idem.

⁴⁷ Idem.

Dans ce même sondage, seulement 32% des sondés (34% en Flandre mais seulement 29% en Wallonie et 27% à Bruxelles), estiment que les journalistes fournissent des explications claires au sujet de l'actualité politique⁴⁸.

Même constat de défiance dans ce sondage de Solidararis en 2016-2017, qui relève « *Grands perdants du classement des acteurs de la société auxquels les Belges accordent leur confiance, la presse et les journalistes comptent pourtant parmi les garants indispensables de la démocratie*⁴⁹ ». Gros consommateurs des médias, les belges se méfient de la presse⁵⁰.

Seuls 33 % des sondés estiment que les journalistes restent connectés à ce que vivent réellement les gens au quotidien⁵¹. Enfin, l'indépendance des médias s'avère être quelque peu remise en cause⁵². Alors que 68% des personnes interrogées reconnaissent que les médias subissent des pressions politiques, elles ne sont plus que 31% à estimer que les journalistes y résistent réellement⁵³. Voici les chiffres complets du sondage Solidararis.

⁴⁸ J-C M., « LibreRTBF », La Libre Belgique, site internet de La Libre, publié le 23 mars 2017, <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/la-presse-a-plutot-mauvaise-presse-d-apres-notre-sondage-la-libre-rtbf-58d9192fcd70eca2b627724e>

⁴⁹ Solidararis, « Les belges réclament plus de culture et de santé dans les médias », site internet de Solidararis, publié en 2017, <https://www.institut-solidaris.be/index.php/confiance-media/>

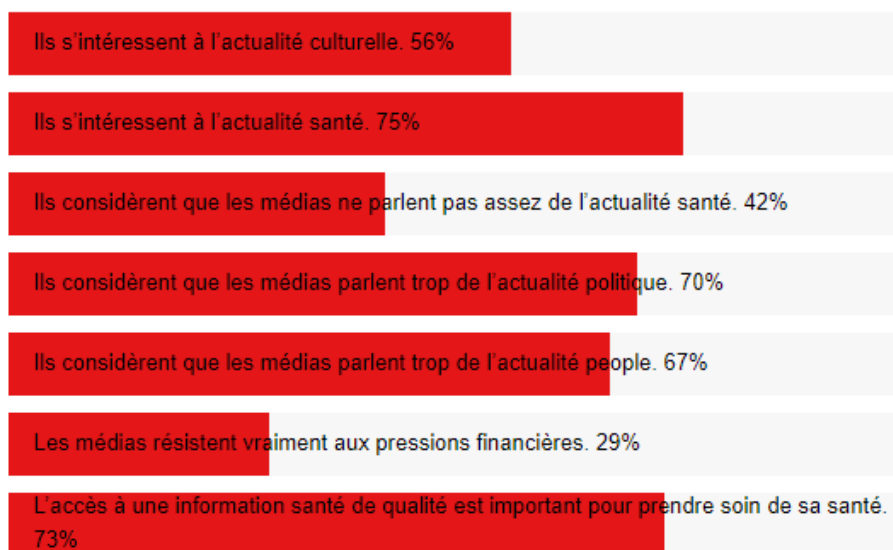
⁵⁰ Idem.

⁵¹ Idem.

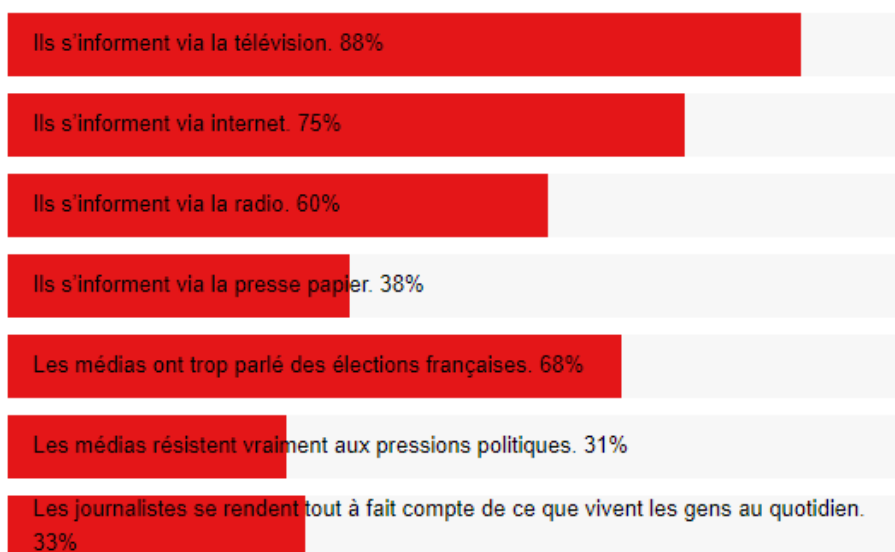
⁵² Idem.

⁵³ Idem.

En chiffres



54



55

⁵⁴ Solidaris, « Les belges réclament plus de culture et de sport dans les médias », Solidaris, site internet de Solidaris, publié en 2017, <https://www.institut-solidaris.be/index.php/confiance-media/>

⁵⁵ Idem.

L'émission *Reporters* de RTL s'est également intéressée à la problématique. Dans le cadre d'une spéciale consacrée au phénomène de 'Haine sans complexe', elle s'est penchée sur la méfiance « *grandissante*⁵⁶ » envers les médias.

Ce troisième thème de l'émission spéciale, qui touche au monde des médias, évoque le fait qu'une partie de la population croit que les journalistes soutiennent des groupes de pression, ce qui influencerait leur travail⁵⁷. Selon le sondage dont s'inspire *Reporters*, seuls 14 % des Wallons et Bruxellois avouent qu'ils font totalement confiance aux médias traditionnels⁵⁸. Parallèlement, la violence envers les journalistes a augmenté de manière exceptionnelle depuis les mouvements des Gilets Jaunes⁵⁹.

La presse n'est pas vue d'un bon œil. Seul le monde politique fait pire, d'après ce sondage de l'IWEPS, l'Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique, à l'occasion de la publication du Baromètre social de Wallonie⁶⁰. Le magazine *Le Vif* explique que les services publics et d'ordre obtiennent un haut niveau de confiance⁶¹. Ce baromètre s'intéresse à plusieurs domaines ; les enseignants (90%), l'armée (89%), le système de santé (88%), la police (86%)⁶² etc. Les dernières places sont occupées par la presse et les politiques. Les médias n'obtiennent que 45%⁶³.

Un résultat interpellant car l'Etat belge (71%), le Parlement Wallon (63%) et la Région Wallonne (69%) ont un niveau de confiance plus élevé que les

⁵⁶ Lola Lemaigre, « Violence envers les journalistes comment RTL réagit sur le terrain », *Le Soir*, site internet du Soir, publié le 21 mars 2019, <https://plus.lesoir.be/213775/article/2019-03-21/violence-envers-les-journalistes-comment-rtl-reagit-sur-le-terrain>

⁵⁷ Idem.

⁵⁸ Idem.

⁵⁹ Idem.

⁶⁰ Rédaction *Le Vif*, « Les Wallons ont de moins en moins confiance en leurs politiques », *Le Vif*, site internet du Vif, publié le 5 février 2019, <https://www.levif.be/actualite/belgique/les-wallons-ont-de-moins-en-moins-confiance-en-leurs-politiciens/article-normal-1088331.html>

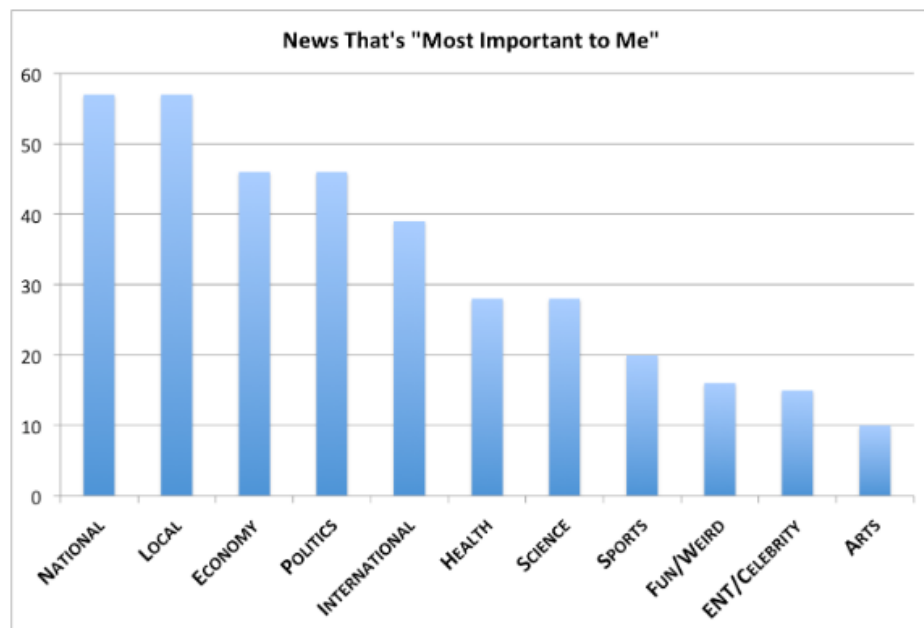
⁶¹ Idem.

⁶² Idem.

⁶³ Idem.

médias⁶⁴. « On voit ainsi que la crise de confiance s'exprime d'abord vis-à-vis de la presse et des acteurs politiques plutôt qu'envers le système institutionnel, qui jouit lui d'une plus grande confiance que ceux qui le font fonctionner », constate d'ailleurs Le Vif⁶⁵.

Un peu de nuance tout de même. Il existera toujours une différence entre ce que les gens répondent dans un sondage sur leurs attentes envers les médias et la réalité. Le magazine américain *The Atlantic* l'a analysée. Sur son site internet, il développe : « Cette année, le Reuters Institute for the Study of Journalism a interrogé des milliers de personnes du monde entier, leur demandant quelles sortes d'informations étaient les plus importantes pour eux. [...] La politique internationale écrase les infos people et "marrantes". Les informations économiques et politiques arrivent encore plus haut »⁶⁶.



67

⁶⁴ Rédaction Le Vif, « LesWallons ont de moins en moins confiance en leurs politiciens », Le Vif, site internet du Vif, publié le 5 février 2019, <https://www.levif.be/actualite/belgique/les-wallons-ont-de-moins-en-moins-confiance-en-leurs-politiciens/article-normal-1088331.html>

⁶⁵ Idem.

⁶⁶ Dereck Thompson, « Why Audiences Hate Hard News Pretending Otherwise », *The Atlantic*, site Internet de The Atlantic, publié le 17 juin 2014, <https://www.theatlantic.com/business/archive/2014/06/news-kim-kardashian-kanye-west-benghazi/372906/>

⁶⁷ Idem.

Dans l'article « *Why Audiences Hate Hard News—and Love Pretending Otherwise* », *The Atlantic* démontre cette différence entre les réponses aux sondages et ce que lisent vraiment les consommateurs d'information. Le magazine a regardé ce qu'il se passait le jour de la parution de l'article, le 17 juin 2014. « *Commençons par aujourd'hui. L'histoire la plus importante au monde, selon tous les grands journaux américains de ce matin, est l'éclatement violent de l'Irak. C'était l'article en première page et en haut de la page d'accueil dans le Washington Post, le Wall Street Journal, le New York Times, etc* »⁶⁸. Logiquement, les articles les plus lus, d'après ce graphique ci-dessus, devraient être ceux concernant la situation en Irak. Il apparaît qu'aucun des articles les plus lus ce jour-là ne concerne l'Irak, comme le montre la capture d'écran ci-dessous⁶⁹.

⁶⁸ Dereck Thompson, « Why Audiences Hate Hard News And Pretending Otherwise », *The Atlantic*, site Internet de The Atlantic, publié le 17 juin 2014, <https://www.theatlantic.com/business/archive/2014/06/news-kim-kardashian-kanye-west-benghazi/372906/>

⁶⁹ Idem.

- 1.** How Y'all, Youse and You Guys Talk
[New York Times](#)
- 2.** Two Years After She Passed Away, A Woman Gives Her Family An Unforgettable Christmas | [BuzzFeed](#)
- 3.** It's Thanksgiving So We Asked Brits To Label The United States — We're So Sorry, America | [BuzzFeed](#)
- 4.** 30 Signs You're Almost 30 | [BuzzFeed](#)
- 5.** Guy Brings His White Girlfriend To Barbershop And Gets Hated On
[Ebaumsworld](#)
- 6.** A Lot Of People Are Very Upset That An Indian-American Woman Won The Miss America Pageant | [BuzzFeed](#)
- 7.** Is This The Most Embarrassing Interview Fox News Has Ever Done? | [BuzzFeed](#)
- 8.** 27 Shocking And Unexpected Facts You Learn In Your Twenties | [BuzzFeed](#)
- 9.** Why Is Netflix Secretly Cropping Movies? | [Flavorwire](#)
- 10.** What Happens If You Text Your Parents Pretending To Be A Drug Dealer?
[BuzzFeed](#)
- 11.** 8 Foods We Eat In The U.S. That Are Banned In Other Countries | [BuzzFeed](#)
- 12.** 10 Old Fashioned Dating Habits We Should Make Cool Again
[Thought Catalog](#)
- 13.** 27 Surreal Places To Visit Before You Die
[BuzzFeed](#)
- 14.** 22 Things Miley Cyrus Looked Like At The 2013 VMAs | [BuzzFeed](#)
- 15.** 24 Photos You Need To Really Look At To Understand | [BuzzFeed](#)
- 16.** 17 Things That Happen When You've Been Friends With Someone For, Literally, Ever | [Thought Catalog](#)
- 17.** The 13 Creepiest Things A Child Has Ever Said To A Parent | [BuzzFeed](#)
- 18.** 37 Things You'll Regret When You're Old
[BuzzFeed](#)
- 19.** 50 Things That Look Just Like Your Childhood | [BuzzFeed](#)
- 20.** 18 Everyday Products You've Been Using Wrong | [BuzzFeed](#)

70

⁷⁰ Dereck Thompson, « Why Audiences Hate Hard News Pretending Otherwise », *The Atlantic*, site Internet de The Atlantic, publié le 17 juin 2014, <https://www.theatlantic.com/business/archive/2014/06/news-kim-kardashian-kanye-west-benghazi/372906/>

2.4.2 Responsabilité et introspection du journaliste

Philippe Leruth, évoquait peut-être le temps de l'introspection du journaliste lors de notre entretien. Peut-être y'a-t-il une part de responsabilité des journalistes dans cette hostilité aux médias. Fake news, mésinformation, désinformation, les journalistes aussi peuvent parfois tomber dans le piège. Philippe Leruth, toujours lors de notre entretien, se rappelait du temps où l'on pouvait facilement parler avec un ministre au téléphone. Maintenant, ce sont les communicants divers, les attachés de presse qui répondent. D'après l'ancien président de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ), il y a là une facilité du journaliste à reprendre ses propos sans forcément recouper l'information ou creuser plus loin. Le citoyen n'y est peut-être pas dupe. C'est une « vision du réel » dont parle Nicolas Baygert, proposée directement au consommateur de l'information, sans recul aucun du journaliste.

Dans une interview accordée à *Marianne*, Sophie Eustache, journaliste et fondatrice de l'association « *Journaliste debout* », explique en quoi le bâtonnage est un problème. Elle a écrit un livre intitulé « *Bâtonnage. Comment l'argent détruit le journalisme* ».

Dans cette interview, elle définit le bâtonnage. D'après elle, « *Le "bâtonnage" est une pratique journalistique apparue dans les services web quand il a fallu "produire du contenu", c'est-à-dire écrire le plus d'articles possibles, pour contenter les algorithmes. C'est du copier/coller amélioré, souvent de dépêches mais aussi d'articles de journaux. Le temps d'écriture est environ de 30 minutes pour pouvoir publier un article toutes les heures en moyenne. C'est donc du travail qui se fait à la chaîne. La quantité prime la qualité* »⁷¹.

Elle pointe notamment un problème d'Internet, Google, qualifié de rédacteur en chef. « *Internet aurait pu être un outil émancipateur pour les journalistes, mais en réalité, c'est une désillusion. Des pratiques comme le bâtonnage ont*

⁷¹ Laurent Ottavi, « Copier/coller, comment le bâtonnage est en train de détruire le journalisme », *Marianne*, site Internet de Marianne, publié le 08 juin 2020, https://www.marianne.net/medias/copiercoller-comment-le-batonnage-est-en-train-de-detruire-le-journalisme?fbclid=IwAR0pxGomtb6_Oqc8XpgafzhFUTpitaXKq28x0jMSwSUzFDCnID1tFJ1EjuU

déqualifié le métier. Faire du copier/coller sans avoir le temps de faire des sujets originaux, d'enquêter, d'aller à la source de l'information et de réfléchir à sa propre pratique, ressemble à de l'automatisation du travail. C'est une perte de sens. L'idée qui sous-tend la production de contenus dans les médias privés, c'est d'engranger des revenus publicitaires. Les sujets sont choisis en fonction des potentiels d'audience. Il y a des magazines et des projets éditoriaux qui se créent uniquement parce que les commerciaux ont repéré un marché publicitaire... »⁷².

Les conditions de travail étant ce qu'elles sont, tout le monde n'a pas accès à la profession. Impossible de parler de la responsabilité des journalistes, sans parler de l'aspect économique du métier, car il influe directement sur le traitement de l'information, comme l'explique Sophie Eustache.

« Ceux qui ont des ressources financières, je pense notamment aux pigistes qui ont le soutien familial, arrivent encore à pratiquer leur métier plus sereinement. Si on ajoute à cela le coût des écoles de journalisme, on comprend pourquoi il y a une augmentation de la part des personnes issues de la bourgeoisie parmi les journalistes. Cela a une conséquence sur le traitement de l'information, notamment des mouvements sociaux »⁷³.

Les journalistes sont au fait des critiques qu'ils subissent et du rôle qu'ils ont à jouer dans une démocratie.

Dans cette étude de l'AJP en 2018, appelée « *Portrait du journaliste belge en 2018* », on remarque un changement entre 2013 et 2018 dans l'objectif professionnel jugé important, comme le montre cette image⁷⁴. En 5 ans, les journalistes replacent leur rôle de chien de garde de la démocratie en 5^{ème} position.

⁷² Laurent Ottavi, « Copier/coller, comment le bâtonnage est en train de détruire le journalisme », Marianne, site Internet de Marianne, publié le 08 juin 2020, https://www.marianne.net/medias/copiercoller-comment-le-batonnage-est-en-train-de-detruire-le-journalisme?fbclid=IwAR0pxGomtb6_Oqc8XpqafzhFUTpitaXKq28x0jMSwSUzFDCnID1tFJ1EjuU

⁷³ Idem.

⁷⁴ AJP « Portrait du journaliste belge 2018 » http://www.ajp.be/telechargements/profil-des-journalistes/2018_etude.pdf

Comparaison des 5 objectifs professionnels les plus fréquemment Jugés comme (très) Importants en 2013 et en 2018		
	2013	2018
1	Fournir des informations fiables (100 %)	Fournir des informations fiables (99,5 %)
2	Présenter les informations de manière compréhensible (98 %)	Présenter les informations de manière compréhensible (99,1 %)
3	Fournir des informations objectives (94 %)	Fournir des informations objectives (92,9 %)
4	Analyser et interpréter des problèmes complexes (91 %)	Analyser et interpréter des problèmes complexes (90,9 %)
5	Toucher un public le plus large possible (69 %)	Être le chien de garde de la démocratie (69,5 %)

Tableau 5: Comparaison des 5 objectifs professionnels les plus fréquemment jugés comme (très) importants en 2013 et en 2018

75

Voici le commentaire de l'étude ajouté à ces résultats.

« Comme en 2013, les répondants se rejoignent sur l'importance particulièrement grande du fait de fournir au public des informations fiables : presque tous les répondants considèrent cet objectif comme (très) important (99,5 %) et quatre journalistes sur cinq (80,7 %) estiment qu'il s'agit de l'objectif le plus important à atteindre pour les journalistes. Le fait de présenter les informations de manière compréhensible arrive en seconde place des 55 objectifs les plus fréquemment considérés comme (très) importants par les répondants (99,1 %) ⁷⁶ ».

« Le troisième objectif le plus souvent jugé comme (très) important consiste à fournir des informations objectives (92,9 %). Ce top 3 est inchangé par rapport à notre enquête de 2013. Viennent ensuite, avec seulement deux

⁷⁵ AJP « Portrait du journaliste belge 2018

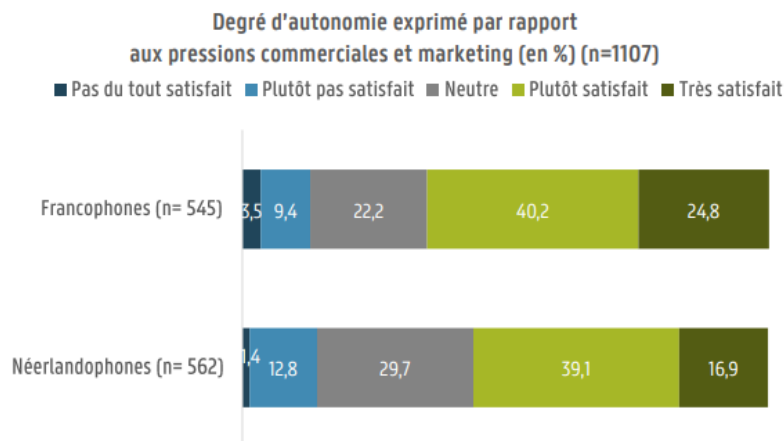
http://www.ajp.be/telechargements/profil-des-journalistes/2018_etude.pdf

⁷⁶ Idem.

points de moins, l'analyse et l'interprétation de phénomènes complexes (90,9 %) et bien plus loin derrière, se positionner comme un chien de garde de la démocratie (69,5 %). Comme on le constate dans le tableau ci-dessous, le top 5 de 2018 des rôles professionnels est quasiment le même que celui de 2013, et les résultats relatifs à chacun des objectifs concernés sont extrêmement proches⁷⁷ ». Autre question, celle de l'autonomie par rapport aux pressions, dont les journalistes sont parfois accusés de les subir sans aucune réaction.

« Les résultats montrent que les journalistes les plus âgés sont aussi les plus insatisfaits du degré d'autonomie de leur rédaction par rapport aux pressions commerciales : les répondants de moins de 35 ans sont 64,1 % à être plutôt ou très satisfaits de leur indépendance, proches des 35-44 ans (65,3 %) et des 45-54 ans (62,1 %). Par contre, seulement un peu plus de la moitié des répondants de 55 ans et plus (53,3 %) déclarent être plutôt ou très satisfaits de cette indépendance⁷⁸ », commente l'AJP.

Si les jeunes se satisfont de la situation, les anciens ont peut-être connu une époque où l'indépendance était plus importante. En ce sens, ce serait un nouveau signe de la dégradation de la liberté de la presse déjà pointée par ailleurs.



Graphique 12 : Degré d'autonomie exprimé par rapport aux pressions commerciales et marketing

⁷⁷ AJP « Portrait du journaliste http://www.ajp.be/telechargements/profil-des-journalistes/2018_etude.pdf

⁷⁸ Idem.

⁷⁹ Idem.

Enfin, voici un tableau des données à propos des tâches des journalistes lors d'une journée habituelle.



Graphique 11 : Tâches durant une journée de travail habituelle

80

Les trois tâches que les répondants désignent comme leur prenant le plus de temps sont, par ordre décroissant⁸¹ :

- La rédaction et l'édition de leurs propres textes journalistiques (27,3 %)⁸²
- La recherche et la collecte d'informations sans aller sur le terrain (17,6 %)⁸³
- La recherche et collecte d'informations sur le terrain (13,5 %)⁸⁴.

⁸⁰ AJP « Portrait du journaliste belge en 2018

http://www.ajp.be/telechargements/profil-des-journalistes/2018_etude.pdf

⁸¹ Idem.

⁸² Idem.

⁸³ Idem.

⁸⁴ Idem.

2.4.3 Les femmes journalistes en première ligne

Pour le 25e anniversaire de la plate-forme d'action de Pékin, le chef de l'ONU, Antonio Gutierrez, a lancé un appel à l'action en faveur des droits de l'Homme⁸⁵. Dans cet appel, il pointe plusieurs problèmes dont par exemple la crise climatique mais également les féminicides et les violences faites aux femmes et aux filles⁸⁶.

« *Les journalistes, les défenseurs des droits humains et les militants écologistes – tout particulièrement les femmes – font l'objet de menaces croissantes, au moment même où leur engagement est indispensable à l'exercice de la justice*⁸⁷ » a-t-il déclaré. Des propos qui font directement échos à ceux de Martine Simonis, qui expliquent que les femmes journalistes sont incontestablement les plus touchées par les agressions ou raids sur les réseaux sociaux, d'après plusieurs études. Selon la secrétaire générale de l'AJP, le fond reste le même mais la fréquence est beaucoup plus importante chez les femmes journalistes. Il semblerait donc, que dans le panel de journalistes agressés, le fait d'être une femme augmente significativement la probabilité de se faire agresser.

2.4.4 Réseaux sociaux et Fake News

Le rôle des réseaux sociaux dans les agressions de journalistes n'est plus à prouver. Cependant, je souhaiterais revenir sur un chiffre interpellant. Certes, la méfiance des médias est liée au manque de confiance, aux attentes du consommateur de l'information, au traitement de l'information, aux réseaux sociaux et à leur chambre d'écho. Mais dans tout ce labyrinthe du traitement de l'information, les Fakes News ont une responsabilité importante. Elles pullulent sur les réseaux sociaux en ayant une plus grande portée que les informations vérifiées. D'après une étude du *Massachusetts Institute of Technology* (MIT), ces fausses informations ont 70% de chances en plus

⁸⁵ Rédaction ONU Info, «

», site Internet des Nations Unies, publié le 24 février

2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/02/1062441>

⁸⁶ Idem.

⁸⁷ Idem.

d'être partagées sur Twitter que les vraies⁸⁸. Ce sont également les informations politiques qui sont le plus prompt à être diffusées que celles sur la culture, le terrorisme ou les catastrophes naturelles⁸⁹. Toujours d'après le MIT, cette diffusion de Fake News s'explique par le caractère inattendu ou sensationnaliste de l'information, rendant plus enclins au partage les internautes⁹⁰.

D'après une enquête du journal Le Monde, sur Facebook cette fois-ci, les premiers diffuseurs d'articles mensongers sont les pages Facebook douteuses à forte audience⁹¹. Le journal explique sa méthode pour arriver à cette conclusion.

« Notre travail nous a permis de recenser sur Facebook 2 865 posts qui relaient de fausses informations⁹². Nous n'avons pas pu quantifier la diffusion de 1 128 d'entre eux, soit environ 39 % de l'ensemble, parce qu'ils ont été supprimés par Facebook ou par leur auteur depuis leur publication d'origine⁹³. Les 1 737 messages restants ont été, quant à eux, partagés plus de 1,6 million de fois, ce qui représente près de mille partages par publication en moyenne⁹⁴ ».

Des mécanismes de diffusion bien huilés pour renvoyer des millions d'internautes sur un article⁹⁵.

Logiquement, lorsque l'on est confronté à de fausses informations, à une autre réalité, il est plus aisé de douter des informations diffusées par les médias traditionnels. C'est une autre vision de la réalité, que l'on rejette car on a

⁸⁸ CNEWS, «

Twitter que les vraies CNEWS, site Internet de CNEWS, publié le 9 mars 2018, <https://www.cnews.fr/vie-numerique/2018-03-09/les-fausses-infos-ont-70-de-chance-en-plus-detre-partagees-sur-twitter-que>

⁸⁹ Idem.

⁹⁰ Idem.

⁹¹ Adrien Sénécat, « Les premiers diffuseurs de fausses informations sont souvent des pages Facebook douteuses », Le Monde, site Internet du Monde, publié le 20 décembre 2017, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/12/20/les-grosses-pages-facebook-premieres-sur-l-intox_5232248_4355770.html

⁹² Idem.

⁹³ Idem.

⁹⁴ Idem.

⁹⁵ Idem.

l'impression d'avoir notre propre information, vision des choses comme l'explique Nicolas Baygert précédemment.

La question de légiférer ou non sur le contenu des réseaux sociaux se pose dans plusieurs pays de l'Union Européenne. En Belgique, une loi sur les Fake News a déjà été « balayée » par le « *Groupe d'experts belges sur les fausses informations et la désinformation*⁹⁶ ». Mis en place le 2 mai dernier par Alexander De Croo, ce comité réunit 7 spécialistes d'horizons divers (francophones, flamands, académiques, journalistes...)⁹⁷. Leur verdict est clair, et en droite ligne des recommandations européennes : non, peut-on lire dans le journal *Le Soir*⁹⁸. « Le groupe d'experts à la base des travaux balayait l'idée d'une « loi », prônait l'auto-régulation⁹⁹. Dans la foulée, épargnait le rôle des plates-formes comme Facebook ou YouTube dans la prolifération des Fake News tout en les invitant à « garantir la transparence » sur la façon dont leurs algorithmes sélectionnent les informations présentées aux internautes¹⁰⁰ ».

2.5 Quelles solutions pour les médias ?

Le constat d'un climat de défiance envers les médias n'est plus à prouver. Mouvements sociaux, théories du complot, réseaux sociaux, Fake News, les facteurs sont nombreux. Je voudrais ici aborder les solutions pour renouer avec une partie du public qui rejette les médias traditionnels. Cela me semble important d'apporter des pistes de réflexion, à défaut de pouvoir fournir une solution miracle qui anéantirait toute violence envers la profession de journaliste.

La RTBF s'est également posé cette question de la restauration de la crédibilité des médias en 2018. Plusieurs méthodes ont été créées dont le

⁹⁶ Philippe Laloux, « _____ », *Le Soir*, site Internet du Soir, publié le 17 juillet 2018, <https://www.lesoir.be/168577/article/2018-07-17/lidee-dune-loi-sur-les-fake-news-balayee-par-la-belgique>

⁹⁷ Idem.

⁹⁸ Idem.

⁹⁹ Idem.

¹⁰⁰ Idem.

projet « *Inside* », de la RTBF. Le principe d'*Inside*, c'est d'ouvrir les coulisses de la RTBF au public¹⁰¹.

Le but est d'inviter le public à plonger au cœur de l'information, à être à côté des journalistes lorsqu'ils font l'information¹⁰². « *C'est bien plus qu'un making of, car il s'agit de montrer qu'on se questionne, qu'on se remet en question, qu'on répond aux questions et interrogations du public. C'est une démarche d'ouverture avec cette dimension de réflexion en plus*¹⁰³ ».

L'idée est de réagir à la méfiance ambiante par rapport aux journalistes et de se distinguer en proposant quelque chose de différent, pour montrer au public que les journalistes méritent leur confiance¹⁰⁴. Mais pour cela, « *nous devons nous-mêmes faire confiance aux gens, accepter de rendre explicite des choses qui jusque-là étaient peut-être implicites et admettre qu'on peut parfois faire des erreurs* », écrit d'ailleurs la RTBF¹⁰⁵. Autre but, être partenaire avec le public¹⁰⁶.

Voici des exemples de ce que l'on peut retrouver dans *Inside* :

On y trouvera des réponses à des questions comme « faut-il une carte de parti pour être journaliste à la RTBF ? » ou « pourquoi y a -t-il si peu de femmes expertes sur les antennes de la RTBF ? »¹⁰⁷.

Une campagne de sensibilisation des éditeurs de presse écrite quotidienne belge a également été lancée en 2018. Une campagne nommée « *L'info d'origine contrôlée*¹⁰⁸ ».

¹⁰¹ Fabienne Pasau, « Médias et public, comment rétablir la confiance », site Internet de la RTBF, publié le 05 décembre 2018, https://www.rtb.be/lapremiere/article/detail_medias-et-public-comment-retablir-la-confiance?id=10089192

¹⁰² Idem.

¹⁰³ Idem.

¹⁰⁴ Idem.

¹⁰⁵ Idem.

¹⁰⁶ Idem.

¹⁰⁷ Idem.

¹⁰⁸ Idem.

L'objectif est à la fois positif et défensif, explique Denis Pierrard à la RTBF, directeur général d'IPM (groupe possédant entre autres La Libre Belgique et La DH)¹⁰⁹. « *Positif parce que, dans ce contexte de fake news qui se propagent toujours plus sur les réseaux sociaux, il est important de montrer que la vraie info se trouve dans les médias professionnels, que ce soit en audiovisuel ou en presse écrite. Défensif parce que les journalistes sont souvent accusés, entre autres par certains dirigeants, de propager eux-mêmes des fakes news. Il est urgent de réagir en montrant que c'est au contraire chez eux qu'on trouve la vraie info*¹¹⁰ ».

Ils subissent des attaques de plus en plus fréquentes, comme en Italie où un dirigeant a proposé récemment de supprimer purement et simplement la fonction de journaliste¹¹¹.

Il existe au niveau européen la Plateforme du Conseil de l'Europe¹¹². Le 4 décembre 2014, le Conseil de l'Europe et les organisations partenaires de la Plateforme (Reporters sans frontières, la Fédération Internationale des Journalistes, la Fédération Européenne des Journalistes, l'Association des Journalistes Européens et Article 19) ont signé un Mémoire d'accord¹¹³. Aujourd'hui, 14 ONG internationales et associations de journalistes sont partenaires de la plateforme. Conformément au Mémoire d'accord, la plateforme permet aux partenaires contributeurs de soumettre des alertes, après les avoir vérifiées selon leurs propres processus et normes¹¹⁴. Chaque partenaire contributeur est responsable de l'information qu'il soumet¹¹⁵. Lorsque l'agression est assez grave, la Plateforme saisit l'Etat du pays dans lequel elle a eu lieu et celui-ci est obligé d'y répondre ou de réagir.

¹⁰⁹ Fabienne Pasau, « Médias et public, comment rétablir la confiance », RTBF, site Internet de la RTBF, publié le 05 décembre 2018, https://www.rtb.be/lapremiere/article/detail_medias-et-public-comment-retablir-la-confiance?id=10089192

¹¹⁰ Idem.

¹¹¹ Idem.

¹¹² Idem.

¹¹³

[platform](https://www.coe.int/fr/web/media-freedom/the-platform)

¹¹⁴ Idem.

¹¹⁵ Idem.

[https://www.coe.int/fr/web/media-freedom/the-](https://www.coe.int/fr/web/media-freedom/the-platform)

Si la Belgique perd 2 places au Classement Mondial de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières, c'est aussi à cause la situation des journalistes en Flandre. La VVJ, l'équivalent flamand de l'AJP, souhaite lancer « *un point de contact spécifique pour les cas d'agressions verbales et/ou physique des journalistes* », constatant qu'il est de plus en plus question d'un « *certain climat anti-journalisme* ». En Belgique francophone, s'il existe aussi des agressions de journalistes, le même besoin ne se fait pas forcément ressentir, d'après Martine Simonis¹¹⁶. « *Il y a bien des attaques physiques (ou verbales) constatées également envers des journalistes francophones, mais depuis des années elles font systématiquement l'objet d'un suivi de l'AJP, qui s'implique dans l'accompagnement judiciaire des journalistes qui y sont affiliés*¹¹⁷ », assure-t-elle.

« *Quand un fait de ce type nous est rapporté, nous contactons systématiquement le journaliste concerné, nous l'encourageons à porter plainte, et nous nous constituons partie civile* », résume Martine Simonis. Si l'on constate peut-être davantage de faits d'agressivité, « *il y en a toujours eus* », nuance-t-elle. *Tendance cependant inquiétante : les agressions dans des manifestations, ou des arrestations (administratives) par la police de journalistes pourtant clairement identifiés comme tels* »¹¹⁸.

Il apparaît donc, a priori, que les journalistes francophones victimes d'agressions soient relativement bien soutenus par l'AJP, bien qu'il n'y ait pas de Loi spécifique protégeant les journalistes d'agressions sur les réseaux sociaux par exemple. Martine Simonis revient plus en détail dans les articles concernant la violence et la protection des journalistes sur cet aspect de défense des journalistes. On y retrouve notamment un soutien systématique aux journalistes, une constitution en partie civile pour ne pas classer un dossier sans suite trop facilement, une prise en charge des frais d'avocat si le journaliste est affilié à l'AJP, etc. Avec les moyens du bord et en l'absence

¹¹⁶ Rédaction Sudinfo, « Un point de contact pour les agressions envers les journalistes Sudinfo, site Internet de Sudinfo, publié le 18 mars 2019, <https://www.sudinfo.be/id108216/article/2019-03-18/un-point-de-contact-pour-les-agressions-envers-les-journalistes>

¹¹⁷ Idem.

¹¹⁸ Idem.

de sanctions pour des agressions sur les réseaux sociaux, les journalistes de la partie sud du pays peuvent tout de même se défendre.

En termes de protection des journalistes, je vous renvoie à l'article portant sur la protection dans ma série d'articles. Différents rédacteurs en chef expliquent les mesures développées au fil du temps pour se protéger de la violence faite aux journalistes.

3 Projet et choix éditoriaux

Dans cette partie, j'expliquerai mes choix éditoriaux. Avant cela, il convient de rappeler les intervenants entendus pour aboutir à cette rédaction d'articles.

3.1 Liste des intervenants

3.1.1 Partie témoignage

- Salima Belebbas, présentatrice du Journal Télévisé d'RTL.
- Vinciance Votron, journaliste de la RTBF.
- Romain Van Der Pluym, journaliste à la Dernière-Heure Les Sports.
- Daniel Foucart, journaliste pour le groupe Sudpresse.
- Jean-Pierre Martin, journaliste à RTL.

3.1.2 Partie contexte

- Martine Simonis, secrétaire générale de l'Association des Journalistes Professionnels (AJP).
- Philippe Leruth, ancien Président de la Fédération Internationale des Journalistes (FIJ), journaliste à l'Avenir.
- André Linard, ancien et premier secrétaire général du Conseil de Déontologie Journalistique (CDJ), fondateur d'EN-GAJE, fondateur de l'Agence Infosud Belgique.
- Jean-Paul Marthoz, journaliste pour Le Soir, professeur de journalisme à l'ULB et à l'UCLouvain, écrivain, et vice-président de la division Europe/Asie Centrale de Human Rights Watch.
- Nicolas Baygert, chargé de cours à l'ULB et à l'IHECS, docteur en science de l'information et de la communication de l'Université Paris-Sorbonne (CELSA), docteur en information et communication à l'UCLouvain, titulaire d'un DEA en Sciences Politiques (UCLouvain) et d'un Master en Relations Internationales à l'University of Kent (Royaume-Uni).

3.1.3 Partie protection

- Laurent Haulotte, directeur de l'information et des sports de RTL Belgique.
- Jean-Pierre Jacqmin, directeur de l'information de la RTBF.
- Jean-Marc Ghéraïlle, rédacteur en chef de la Dernière-Heure Les Sports.
- Michel Royer, chef de l'information générale des rédactions Sudpresse.
- Dorian de Meêus, rédacteur en chef de La Libre Belgique.
- Marc Metdepennigen, journaliste pour Le Soir, spécialiste de la justice et des affaires criminelles.

3.2 Projet éditorial

Mon projet de mémoire se compose de la sorte :

Il s'agit d'une série de publications pour le journal *Le Soir*. Le premier jour, lundi, l'article d'introduction pose le contexte et explique ce que le lecteur va découvrir tout au long de la semaine, avec un point consacré à la place de la Belgique dans le Classement Mondial de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières. Avec déjà un témoignage d'agression, celui de Vinciane Votron. On y retrouve également comment la RTBF se protège et des pistes de réflexion sont présentées avec Nicolas Baygert ou Philippe Leruth. Dans cette Une, il y a du texte en latin. Il n'y a qu'un seul article de mon fait sur cette page. *Le Soir* étant ce qu'il est, j'ai dû combler le reste de la page, notamment l'édito de Béatrice Delvaux. Pour cela, j'ai utilisé un générateur de texte en pseudo-latin, en ligne et libre de droits. Il s'appelle Lorem Ipsum.

Mardi, le schéma est le même. Des témoignages de journalistes et quand cela est possible, la réaction de leur rédacteur en chef et les mesures prises pour se protéger. Avec, là aussi, des analyses sur les causes menant à cette violence.

Mercredi, les parties témoignages, contexte et protection sont toujours entremêlées. Le dossier se conclut par un billet d'humeur de ma part.

J'ai décidé d'agencer ces différentes parties de la sorte pour plus de réalisme d'un point de vue journalistique. Je crois que si j'avais découpé ces articles par partie, ils n'auraient pas été suffisamment digestes ou accrocheurs pour le lecteur.

Je reviendrai en détails à ces différentes parties et cet ordre plus tard.

Le choix de la presse écrite est dû à mon expérience dans ce domaine. De plus, je n'ai pas le matériel nécessaire pour la production d'un documentaire télévisuel de 26 minutes, de toute façon avortée avec le coronavirus.

A la base, le découpage de la matière est divisé en 4 axes ; contexte, violence, enjeux et solutions (qui peuvent eux-mêmes être chacun divisés en d'autres parties surtout pour le contexte). Ces 4 axes sont nés d'une volonté de cadrage du sujet, de vulgarisation pour un article de presse, et de découpage pour une série de publications, ainsi que de ma synthèse de la revue de littérature existant sur le sujet.

La difficulté était d'intégrer toute cette matière dans un article de presse. Ce n'était pas possible et logiquement le projet de plusieurs jours de publication s'est imposé sans savoir vers où je me dirigeais et sans connaître les contenus de ces publications à ce stade de ma réflexion.

Au début de chaque entretien, j'ai expliqué à tous mes intervenants ce découpage en 4 axes. En discutant avec Jean-Pierre Martin, il a vivement réagi lorsque j'ai évoqué la partie solutions, "*hé oui c'est ça la vraie question*". C'est après cette courte réaction que j'ai eu l'idée de ce découpage.

3.2.1 [Ordre des articles](#)

Réseaux sociaux, mouvements sociaux, théories complotistes, perte de confiance et/ou de crédibilité, les raisons expliquant un climat de défiance

envers la presse sont multiples et ne datent pas d'hier. De plus, chaque année, la liberté de la presse régresse en Europe et dans le monde. La Belgique perd d'ailleurs deux places cette année au Classement Mondial de la liberté de la presse d'après Reporters Sans Frontières.

Cette défiance envers la presse peut se traduire par la violence, qu'elle soit physique, verbale, sur les réseaux sociaux, avec toute une série de facteurs la légitimant ou banalisant, comme expliqué dans la première partie. Pourquoi agresse-t-on les journalistes ? Comment ces derniers composent-ils au quotidien avec cette violence ? Comment renouer avec un public qui ne croit plus en la presse ? Ce sont des questions auxquelles je souhaitais répondre.

J'ai décidé d'ouvrir ce dossier avec le témoignage de Vinciane Votron. Et de Romain Van Der Pluym. Je souhaitais laisser une place plus importante aux témoignages. Car il faut que les lecteurs comprennent le problème, se rendent compte de ce qu'est une agression, qu'il y a effectivement un problème et que les journalistes sont humains et non pas des robots diffuseurs d'information à la botte de l'Etat ou d'un quelconque pouvoir. C'est une manière d'objectiver la problématique. Ces témoignages servent à cerner le problème et à rendre compte de la réalité du terrain, car je ne crois pas que la population en général connaissent les conditions de travail d'un journaliste. C'est aussi, pour moi, des témoignages touchants, notamment celui de Vinciane Votron.

Il n'aurait pas fait sens de commencer avec une partie uniquement composée de contexte, plus théorique, qui n'accrocherait peut-être pas le lecteur pour le reste du dossier. Débuter avec une partie solutions non plus, pour la simple et bonne raison que je ne souhaitais pas commencer par la fin, ni accabler le lecteur avec une compilation de solutions de rédacteurs en chef.

Les intervenants de mes témoignages sont le terreau de mon mémoire. Leur expérience est ce pourquoi je l'écris. Ils m'ont apporté énormément de matière à exploiter. D'abord, bien sûr, le témoignage de leur agression, qui est à chaque fois précis et parfaitement contextualisé, mais également leur recul sur cette situation, sur les solutions envisagées et leurs conseils.

J'ai choisi ces journalistes car ils ont globalement une grande expérience dans ce métier de journaliste. Ils avaient chacun envie de s'exprimer et de discuter avec moi sur ce sujet, en dehors du simple témoignage. Je leur ai posé, à tous, des questions concernant les autres parties du mémoire. Par soucis d'un respect déontologique, ces journalistes proviennent de rédactions différentes et je pense n'avoir fait aucun traitement de faveur. Il y a une diversité de rédactions et de types de journalisme, audiovisuel (RTBF et RTL) ou presse écrite (La DH et Sudpresse).

Au niveau du fond, leur expérience est différente et expose une forme de violence et un climat différent. Salima Belabbas est concernée par des insultes sur Facebook, Romain Van Der Pluym par des insultes ou tweets offensants sur Twitter, Vinciane Votron par la violence émanant du mouvement des Gilets Jaunes (facteur de violence, par la nature contestataire de ce mouvement social, du rejet des élites, de théories du complot associant journalistes et pouvoir d'Etat, d'un mouvement de foule lors d'une manifestation, etc), elle est l'exemple d'une violence contextualisée, à l'instar de Daniel Foucart, prouvant que la violence peut arriver n'importe où et qu'une rédaction n'est pas forcément synonyme de sécurité. Jean-Pierre Martin est victime lui aussi d'une violence physique, orientée vers la presse en général. Son agression pousse à la réflexion sur le métier et son rôle par rapport au public et à l'intérêt général, son rôle par rapport à la justice, etc. Malheureusement, ce dernier ne se retrouve pas dans les articles, à mon grand regret. A cause de problèmes techniques, l'enregistrement de mon entretien n'était pas du tout exploitable. Ensuite, ce sont des problèmes liés à mon ordinateur qui sont survenus. Au moment de recontacter Jean-Pierre Martin, il était d'accord sur le principe mais n'était plus disponible dans des dates raisonnables au regard de la remise de ce mémoire.

Leur réaction est elle aussi interpellante. De l'indifférence aux séquelles physiques, j'aime à croire que les autres journalistes pourront s'identifier à eux. Plus globalement, chaque personne peut réfléchir à cette situation, à cette

violence, comment vivre en exerçant métier qui suscite chez certains des violences dont on peut être la prochaine victime?

Il était également convenu avec mon promoteur, Gérard Derèze, que je ferais le portrait de Jean-Pierre Martin et de Vinciane Votron. Pour des raisons de place, cela n'a pas été possible. En écrivant ces articles, en réécoutant les entretiens, j'ai choisi de laisser une parole plus grande aux témoignages. J'ai préféré laisser la place à la diversité des témoignages et des vécus.

Ensuite, logiquement, après les témoignages, il faut aborder ce problème de manière plus théorique, plus objective avec des experts expliquant cette violence et ce climat de défiance. L'explicitier, le comprendre. Mais également pour que chaque journaliste agressé comprenne ce qui peut pousser un individu à l'agression. C'est une manière de rendre compte du climat et surtout d'épingler toutes les causes de cette violence. Mon but n'est pas d'écrire une série d'articles pour plaindre la profession, ce qui pourrait faire le jeu de ces détracteurs, mais bien d'analyser cette défiance, cette violence, ce rejet.

Toute cette partie contexte pourrait elle-même faire l'objet d'une thèse, je pense qu'il y a un nombre de facteurs infinis, en tout cas tout sauf figés à l'heure actuelle. Dans un mois, 6 mois ou 3 ans, ce contexte de défiance évoluera et de nouvelles causes de la violence apparaîtront peut-être également.

Ce que je pense être mon rôle dans ce cadre à la fois de mémorant et de journaliste, c'est d'essayer d'en connaître un maximum via les lectures théoriques et les intervenants. Pour mes articles, j'ai sélectionné les causes qui revenaient le plus souvent dans les lectures ou les interviews, celles qui me paraissaient les plus pertinentes, compréhensibles pour le lecteur, à défaut de pouvoir toutes les incorporer dans ces doubles pages. Il fallait garder à l'esprit que c'est un article de presse et non article scientifique, ou un article destiné aux professionnels des médias.

Pour cette partie encore, j'ai mis un point d'honneur sur la diversité des intervenants. Ils sont presque tous issus de différentes composantes du monde journalistique, comme l'Association des Journalistes Professionnels, le Conseil de Déontologie Journalistique et la Fédération Internationale des Journalistes. Nicolas Baygaert est un expert dans plusieurs domaines liés de très près au thème de ce mémoire et a déjà été entendu à plusieurs reprises sur ce sujet dans plusieurs médias. Jean-Paul Marthoz, André Linard ou Philippe Leruth font également partie de structure du monde journalistique. Je connaissais leur grande expérience et leur capacité d'analyse, de recul, d'objectivité sur le problème. Martine Simonis, représentante de l'AJP, était évidemment indispensable à ce mémoire.

Pour les articles liés à la protection, ils arrivent de manière naturelle. Après la réalité du terrain, l'explication du problème, il faut les solutions. Je pense que c'est là l'enjeu de ce projet éditorial et que ce veut le lecteur. Cette partie est une manière de répondre au problème et aux parties précédentes, en étant complémentaire. Après avoir entendu les journalistes agressés, il est légitime d'entendre leurs rédacteurs qui les protègent. Ce sont parfois les mêmes médias, mais un tout autre point de vue pour un autre axe. L'aspect principal, c'est évidemment de connaître les mesures des rédactions pour lutter contre le phénomène ou pour parfois renouer avec un public qui n'a plus confiance en la presse, qui croit au "tous pourris", etc.

La diversité des intervenants s'est faite spontanément. Logiquement, Laurent Haulotte et Jean-Pierre Jacqmin représentent respectivement RTL et la RTBF. Ils sont absolument nécessaires car les médias de l'audiovisuel sont les plus touchés par les violences physiques, parce qu'ils sont plus reconnaissables (comme expliqué dans l'article par Martine Simonis dans mon deuxième article). Ces médias ont également des mesures pour protéger les journalistes propres à leur rédaction. Ils montrent la différence dans la protection entre l'audiovisuel et la presse écrite. Au niveau de cette dernière, je pense que le lecteur aura une vision assez claire de comment la presse papier se défend, avec les explications de médias provenant de différents groupes.

Je n'ai pas inclus l'interview réalisée avec Marc Metdepenningen du journal *Le Soir* dans la rédaction de l'article. C'est un choix volontaire pour plusieurs raisons. D'abord, il n'apportait une solution suffisamment différente ou originale par rapport aux autres journaux papiers. Ensuite, il n'était pas le rédacteur en chef, il me parlait en son nom et non en celui de la rédaction. Enfin, je trouvais que 5 médias de presse écrite créeraient un déséquilibre par rapport à l'audiovisuel. D'après lui, *Le Soir* n'est pas confronté à des problèmes sérieux qui méritent que l'on s'y attarde dans le cadre de ce mémoire et de cette rédaction d'articles. Il m'a tout de même apporté un point de vue et m'a expliqué ce que *Le Soir* mettait en place pour lutter contre ces violences. C'est un choix éditorial. Ce n'est pas parce que l'on interview plusieurs personnes qu'elles doivent forcément toutes se retrouver dans un article.

Leurs interventions démontrent d'une certaine manière qu'il y a effectivement un problème de base : aucune loi, structure, institution ne protège les journalistes dans le cadre des violences traitées dans ce mémoire et chaque rédaction se débrouille comme elle le peut. Je reviendrai sur ce point dans la troisième partie de cette apostille, dans la réflexion personnelle sur le sujet.

La troisième double-page se conclut par un billet d'humeur. Ce dernier est le fruit d'une réflexion sur le moyen de clore ce dossier. Je ne voulais pas une coupure nette, une fin sans vraiment l'être. Dans le cadre d'une publication journalistique, impossible de réaliser une simple conclusion, synthèse de tous les éléments du dossier. Et je ne crois pas qu'une conclusion est nécessaire, encore moins obligatoire. Je me suis donc orienté vers une réflexion. Pour s'intégrer au mieux dans les pratiques journalistiques, j'ai donc convenu avec mon promoteur Gérard Derèze, d'un billet d'humeur. Un édito serait fort prétentieux de ma part. En effet, je n'ai aucune volonté (ni la pertinence) de représenter l'avis du journal *Le Soir*. Ce billet d'humeur est l'occasion de terminer sur une note plus légère, avec une marge d'écriture plus libre. Le but est également de faire réfléchir le lecteur, quel qu'il soit ; journaliste,

journaliste agressé, lecteur ou agresseur. En confrontant les idées, en créant un débat entre lecteurs.

Avant d'établir un projet éditorial, une structure, une division en plusieurs axes, s'est posée la question du média pour lequel écrire.

J'ai relevé plusieurs médias susceptibles de pouvoir aborder ce genre de problème, comme *La Libre Belgique*, *Moustique* ou encore *Le Vif*. J'ai opté pour le journal *Le Soir*, parce que je pense (et cela n'engage que moi) qu'il est le plus pertinent.

J'espère aussi susciter une envie de lire la suite des articles avec des publications quotidiennes. Le format berlinois du journal *Le Soir* a également joué. Une page équivaut entre 8000 et 10000 caractères. Avant d'entamer une quelconque démarche, je savais que je voulais accorder beaucoup de visibilité aux intervenants, tant aux journalistes agressés qu'aux rédacteurs, en passant par les intervenants de la partie axée sur le contexte, pour comprendre le problème. Je pense qu'avec le format du journal *La Libre Belgique*, mon projet éditorial dépasserait la semaine de publication, et je suis d'avis qu'il ne faut pas plus d'une semaine pour un dossier de ce genre. De plus, j'ai une certaine affinité avec le journal *Le Soir*, la mise en page et les couleurs me plaisent et c'est un journal que je lis.

3.2.2 Illustrations

Corona oblige, je me suis retrouvé dans l'incapacité de rencontrer mes intervenants, et donc de prendre des photos d'illustrations. Difficile également de trouver sur Internet des photos de moments de violence et je ne suis pas sûr que cela ajouterait vraiment quelque chose aux propos du texte, en plus d'atteindre à l'image du journaliste agressé. En discutant avec mon promoteur, il m'a conseillé de me diriger vers des caricatures ou dessins.

J'ai donc opté pour des dessins de presse illustrant mes propos ou les témoignages.

Les illustrations proviennent d'Internet et sont réalisées par différents auteurs/dessinateurs. Dans chaque article, j'ai précisé pour chacune des illustrations qui en était l'auteur.

3.3 Méthodologie

Pour chaque interview, j'ai réalisé un entretien d'environ 1 heure, par Skype, Teams, Whatsapp ou par téléphone. J'ai également enregistré ces entretiens.

4 Réflexion personnelle

Voici ma réflexion personnelle au terme de toutes mes recherches et interviews de journalistes.

La première chose qui m'a sauté aux yeux, c'est l'absence de front commun ou de solidarité au niveau mondial des journalistes. Certes, il existe une diversité d'organisations ou institutions protégeant les journalistes dont Reporters Sans Frontières mais rien au niveau mondial. En Belgique aussi, l'AJP et la VVJ fonctionnent principalement chacune de leur côté.

La Belgique est également un pays où les journalistes ne sont pas tués. Le plus gros problème de violence est sur les réseaux sociaux. Ceci étant, mon impression est que l'on occulte la violence du public envers les journalistes. Comme elle n'est pas « visible » ou macabre, c'est un peu comme si elle n'existait pas et cela favorise sa légitimité. Si on ne voit pas la violence ou si l'on pense qu'elle est moindre parce qu'elle est sur les réseaux sociaux, il est forcément difficile d'en faire une priorité ou un combat national.

De plus, les journalistes ne sont pas uniquement victimes de violence du public. Il existe de nombreuses violences économiques, policières, institutionnelles qui devraient se joindre à celles du public pour un combat plus national.

Il y a également une absence de sanction pour les réseaux sociaux, principal problème en Belgique. Sur ces réseaux sociaux, les politiques s'en mêlent. L'échange entre le Président du MR George-Louis Bouchez et la secrétaire générale de l'AJP sur Twitter en témoigne.

Je pense qu'à l'heure actuelle, les journalistes se doivent d'avoir une solide carapace. D'abord pour les violences du public envers les journalistes, mais pour toutes les autres formes de violences. J'intègre aussi sous cette carapace les conditions de travail, l'urgence, la contrainte de l'actualité, etc ainsi que l'aspect plus financier avec une grande précarité du métier chez les jeunes

pigistes. Je suis d'avis que cela est une évolution du métier car en plus de ces facteurs, s'ajoutent la vision de la profession, bien moins reconnue qu'il y a 20 ou 30 ans.

Cependant, je crois qu'il en est de la responsabilité de tout journaliste en devenir de prendre conscience de toutes ces contraintes avant de se lancer dans le métier.

Je ne dis pas qu'il ne faut pas prendre de mesures pour lutter contre les violences envers les journalistes, je les condamne d'ailleurs toutes. Mais un journaliste qui n'est pas prêt à sortir de sa zone de confort ne devrait pas être journaliste. Je crois que faire face aux attaques fait maintenant partie du métier et qu'il faut également l'apprendre.

Chaque personne à sa sensibilité, que je n'ampute en rien. Je pourrais moi aussi être victime demain d'un raid sur Twitter. Mais j'insiste, je crois que désormais, il faut avoir les nerfs solides pour être journaliste, surtout chez les jeunes journalistes qui peuvent vivre dans la précarité au début de leur carrière. Cela pourrait poser problème car l'une des critiques que l'on fait aux journalistes, c'est leur déconnexion. Elle n'est pas forcément économique mais culturelle, comme l'explique Jean-Paul Marthoz.

Je pense que le mode de vie, l'éducation, le background d'un étudiant universitaire ascendant journaliste ne permet pas toujours de se rendre compte de la réalité du monde qui l'entoure. C'est peut-être aussi un travail à faire dans les écoles de journalisme, sortir de cette zone de confort. Je crois que, pour caricaturer, être un « phasme universitaire » ne peut faire que du tort à la profession. C'est interpellant et consternant de devoir en arriver là, mais c'est un travail à faire lorsque l'on est étudiant. Encore une fois, en condamnant toutes formes de violence. Car une fois sorti du nid familial et avec un diplôme en poche, les attaques propices au métier sont plus que virulentes. Il faut savoir le supporter.

Que l'on me comprenne bien, les violences ne devraient pas exister. Mais elles sont là et j'ai l'intime conviction qu'elles seront là -voir qu'elles

augmenteront- dans les prochaines années. Une solution, c'est de s'y préparer et d'en être conscient.

Sans remettre la faute sur les journalistes, parce que la violence que j'aborde dans ce mémoire est totalement gratuite envers eux, il faut savoir se remettre en question et essayer de comprendre d'où vient cette colère. C'est l'introspection dont parle Philippe Leruth.

Je suis également d'avis qu'il ne faut pas céder. Il ne faut pas céder à la violence sur Twitter ou sur Facebook. Ne pas fermer son compte sinon l'agresseur gagne. Si tous les journalistes ferment leur compte Twitter, ne traitent plus certains dossiers par crainte de répercussions, alors il n'existera plus jamais de journalisme.

Dans les interviews de rédacteurs en chef, la majorité m'affirmaient que l'impact de ces violences étaient relativement minimes. Pourtant, en interrogeant les journalistes, j'entendais d'autres versions. Il ne faut pas se laisser intimider. On revient à ce principe d'occulter la violence, parce que l'on ne voit pas le problème. Alors que chaque rédaction a pris des mesures, les journalistes doivent en venir aux gardes du corps dans les manifestations, etc. Il y a, pour moi, un travail à faire de la part des rédacteurs en chef.

Concernant le public cette fois, il est indispensable d'avoir un cours d'éducation aux médias en secondaire pour apprendre aux étudiants (et pas qu'aux futurs journalistes) à bien manipuler les réseaux sociaux. A savoir s'en servir tout en s'en méfiant.

5 Ouverture et pistes sur le sujet

Pour approfondir davantage ce problème de la violence envers les journalistes, je pense qu'il faut élargir le champ de recherche et prendre en considération tous les types de violence.

Il serait également intéressant de réaliser une étude de plus grande envergure afin d'avoir des données chiffrées sur les agressions de journalistes. Lors de mon entretien avec Martine Simonis, cette dernière m'a expliqué qu'elle ne dénombrait pas les cas d'agressions de journalistes, même si d'autres indicateurs permettent d'affirmer de manière objective une hausse des agressions de journalistes.

6 Bibliographie

Adrien Sénecat, « *Les premiers diffuseurs de fausses informations sont souvent des pages Facebook douteuses* », Le Monde, site Internet du Monde, publié le 20 décembre 2017, https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2017/12/20/les-grosses-pages-facebook-premieres-sur-l-intox_5232248_4355770.html

AJP, Centre d'Etudes de l'Opinion de l'Université de Liège, « *La diversité au sein de la profession de journaliste – Etude portant sur l'égalité de la diversité au sein des effectifs journalistiques en Fédération Wallonie-Bruxelles* », publiée le 23 avril 2013, http://www.ajp.be/telechargements/diversite/brochurediversite2013_web.pdf

AJP « *Portrait du journaliste belge en 2018* », site Internet de l'AJP, publié en 2019, http://www.ajp.be/telechargements/profil-des-journalistes/2018_etude.pdf

CNEWS, « *Les fausses informations ont 70% de chance en plus d'être partagées sur Twitter que les vraies* », CNEWS, site Internet de CNEWS, publié le 9 mars 2018, <https://www.cnews.fr/vie-numerique/2018-03-09/les-fausses-infos-ont-70-de-chance-en-plus-detre-partagees-sur-twitter-que>

Dereck Thompson, « *Why Audiences Hate Hard News-And Pretending Otherwise* », The Atlantic, site Internet de The Atlantic, publié le 17 juin 2014, <https://www.theatlantic.com/business/archive/2014/06/news-kim-kardashian-kanye-west-benghazi/372906/>

Dictionnaire Larousse en ligne, Larousse.fr, <https://www.larousse.fr/dictionnaires/francais/public/64954>

Fabienne Pasau, « *Médias et public, comment rétablir la confiance ?* », RTBF, site Internet de la RTBF, publié le 05 décembre 2018, https://www.rtbf.be/lapremiere/article/detail_medias-et-public-comment-retablir-la-confiance?id=10089192

J-C M., « *La presse a plutôt mauvaise presse, d'après notre sondage La Libre-RTBF* », La Libre Belgique, site internet de La Libre, publié le 23 mars 2017, <https://www.lalibre.be/belgique/politique-belge/la-presse-a-plutot-mauvaise-presse-d-apres-notre-sondage-la-libre-rtbf-58d9192fcd70eca2b627724e>

La Libre Belgique, « *La liberté de la presse recule en Europe, y compris en Belgique* », site Internet de La Libre, publié le 18 avril 2019, <https://www.lalibre.be/culture/medias-tele/la-liberte-de-la-presse-recule-en-europe-y-compris-en-belgique-5cb808497b50a60294272d23>

Laurent Ottavi, « *Copier/coller, comment le bâtonnage est en train de détruire le journalisme* », Marianne, site Internet de Marianne, publié le 08

juin 2020, https://www.marianne.net/medias/copiercoller-comment-le-batonnage-est-en-train-de-detruire-le-journalisme?fbclid=IwAR0pxGomtb6_Oqc8XpqafzhFUTpitaXKq28x0jMSwSUzFDCnlD1tFJ1EjuU

Le Vif, « *En Belgique, un journaliste gagne 2341€ net par mois* », site Internet du Vif, le 5 avril 2019, https://www.levif.be/actualite/belgique/en-belgique-un-journaliste-gagne-2-341-euros-net-par-mois/article-news-1117781.html?cookie_check=1595787796

Lola Lemaigre, « *Violence envers les journalistes : comment RTL réagit sur le terrain* », Le Soir, site internet du Soir, publié le 21 mars 2019, <https://plus.lesoir.be/213775/article/2019-03-21/violence-envers-les-journalistes-comment-rtl-reagit-sur-le-terrain>

Martin Monserez, « *La liberté de la presse recule partout, même chez nous* », site Internet de Moustique, publié le 18 avril 2019, <https://www.moustique.be/23617/la-liberte-de-la-presse-recule-partout-meme-chez-nous>

Noémie Jadoulle, « *Journalistes vs Gilets Jaunes, pourquoi tant de haine ?* », Moustique, site Internet de Moustique, publié le 14 janvier 2019, <https://www.moustique.be/22811/journalistes-vs-gilets-jaunes-pourquoi-tant-de-haine>

Plateforme du Conseil de l'Europe, <https://www.coe.int/fr/web/media-freedom/the-platform>

Philippe Laloux, « *L'idée d'une loi sur les «fake news» balayée par la Belgique* », Le Soir, site Internet du Soir, publié le 17 juillet 2018, <https://www.lesoir.be/168577/article/2018-07-17/lidee-dune-loi-sur-les-fake-news-balayee-par-la-belgique>

Rédaction Le Vif, « *Les Wallons ont de moins en moins confiance en leurs politiciens* », Le Vif, site internet du Vif, publié le 5 février 2019, <https://www.levif.be/actualite/belgique/les-wallons-ont-de-moins-en-moins-confiance-en-leurs-politiciens/article-normal-1088331.html>

Rédaction ONU Info, « *A Genève, le chef de l'ONU lance un appel à l'action en sept points sur les droits de l'homme* », site Internet des Nations Unies, publié le 24 février 2020, <https://news.un.org/fr/story/2020/02/1062441>

Rédaction RTBF, « *Qui sont les journalistes en Belgique francophone ?* », site Internet de la RTBF, publié le mercredi 24 avril 2013, https://www.rtbf.be/info/dossier/chroniques/detail_qui-sont-les-journalistes-en-belgique-francophone-alain-gerlache?id=7979921

Reporters Sans Frontières, « *Classement Mondial de la liberté de la presse 2019* », site Internet de RSF, <https://rsf.org/fr/belgique>

Reporters Sans Frontières, « *Classement Mondial de la liberté de la presse en 2020* », site Internet de RSF, <https://rsf.org/fr/belgique>

Rédaction Sudinfo, « *Un point de contact pour les agressions envers les journalistes* », Sudinfo, site Internet de Sudinfo, publié le 18 mars 2019, <https://www.sudinfo.be/id108216/article/2019-03-18/un-point-de-contact-pour-les-agressions-envers-les-journalistes>

Solidaris, « *Les belges réclament plus de culture et de santé dans les médias* », Solidaris, site internet de Solidaris, publié en 2017, <https://www.institut-solidaris.be/index.php/confiance-media/>

La Belgique occupe la 12^{ème} place au Classement Mondial de la liberté de la presse de Reporters Sans Frontières. La place peut paraître honorable mais les analystes rappellent que notre pays était classé 7^{ème} en 2018. Reporters Sans Frontières souligne que « *le Classement Mondial de la liberté de la presse révèle un climat de haine de plus en plus marqué...* ». La défiance envers les médias semble évoluer vers une haine ouvertement assumée.

Quel est l'état de la situation en Belgique ? Comment exercer son métier de journaliste dans un climat de média-bashing ? Comment protéger les journalistes ?

À travers ce mémoire, nous essayons de comprendre les causes de cette violence du public envers les médias. Nous découvrons les témoignages de journalistes agressés sur le terrain, directement dans leur rédaction ou sur les réseaux sociaux. Ainsi que les conséquences de ces agressions. Nous apprendrons également comment différentes rédactions en Belgique francophone se sont adaptées à cette violence quotidienne.

Mots-clés : Journalisme, violence, cyberharcèlement, réseaux sociaux, agression